

# « First European Survey on Language Competences » Final Report, April 2012

Fichier : final-report-escl\_en.pdf

<http://ec.europa.eu/languages/eslc/index.html>

**Pierre Frath**

Université de Reims Champagne-Ardenne

Il faut se féliciter qu'une telle étude ait été faite. C'est la première fois qu'un si grand nombre de systèmes éducatifs européens, seize en tout pour quinze pays (deux systèmes pour la Belgique), ont été comparés du point de vue de leur réussite dans l'enseignement des langues. Il s'agit d'un projet financé par la Commission européenne, et coordonné par une équipe composée de divers organismes tels l'ESOL ou le CIEP, et dirigée par Mike Milanovic et Jan Wieggers. Des tests basés sur le CECRL ont été administrés à 54 000 élèves de 3<sup>e</sup> ou d'un niveau équivalent dans les divers pays ; des questionnaires ont été remplis par les élèves, les enseignants, les chefs d'établissement, et un par le coordinateur national pour chaque pays.

Les langues testées ont été l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol et l'italien. Pour chaque pays, on a pris en compte les LV1 et LV2 les plus fréquentes, par exemple, pour la France, l'anglais et l'espagnol. Cela ne donne pas un tableau complet de la situation, certes, mais bien meilleur que dans d'autres études du même genre.

Le document fourmille d'informations intéressantes, et on ne saurait trop recommander aux lecteurs de s'y reporter directement. (Il n'existe malheureusement qu'en anglais). On y trouve des conclusions parfois surprenantes : les langues obligatoires s'apprennent mieux que les langues optionnelles (autant pour les tenants de la liberté de choix entre les langues) ; la comparaison entre les langues n'est pas efficace (une pierre dans le jardin de l'intercompréhension) ; l'emploi des TICE à la maison ne donne pas de bons résultats ; etc. Mais les auteurs du rapport reconnaissent qu'il faudra que ces conclusions soient validées par d'autres études. Pour ma part, j'ai examiné le document du point de vue de la méthodologie et je n'ai pas trouvé de défaut rédhibitoire. Je ferais juste remarquer l'absence de l'Allemagne et de la Finlande dans l'étude, pour laquelle aucune explication n'est fournie, et sur la place à part du Royaume-Uni, absent de toutes les analyses comparatives tout au long du document. Les résultats pour le Royaume-Uni sont donnés à la fin de l'étude seulement, en raison, nous dit-on, d'un retard dans la collecte des données dû au calendrier du système éducatif britannique. Dont acte.

Une autre remarque, toutefois : l'équipe du projet est très fortement dominée par les anglophones, soit natifs, soit influencés d'une manière ou d'une autre par la tradition anglophone. Et comme d'habitude dans les travaux anglophones, les autres traditions, par exemple allemande ou française, sont complètement ignorées. C'est bien là un des effets pervers de la domination de la langue anglaise, qui entraîne aussi la domination des approches et des conceptions. Il serait bon de constituer des équipes plus variées, surtout sur un sujet comme le plurilinguisme, qu'on ne peut pas laisser entièrement entre les mains des anglophones et de leurs amis. Il faudrait que les Français, les Allemands et les Italiens, notamment, soient plus proactifs dans ce type de projets.

Mais je sens que le lecteur s'impatiente et qu'il se demande quand je parlerai enfin des résultats et de la place qu'occupe notre pays dans les divers classements. Eh bien voilà. Le tableau 115 à la page 232 du rapport (final-report-escl\_en.pdf) donne les résultats pour la compréhension de l'écrit en LV1 : il n'y a que les Britanniques qui soient plus mauvais que nous. (Les résultats sont similaires dans les autres compétences). À noter que la situation de l'espagnol en LV2 n'est pas aussi ridicule, comme le montre le tableau 118 de la page 234, où la France se situe à la dixième place (sur seize).

Que penser de ces résultats ? Il est possible que le rapport soit entièrement ignoré dans notre pays, comme les rapports Pisa au début. Il est possible aussi qu'il déclenche les réactions habituelles : auto-flagellation, *mea culpa*, enseignants accusés d'incompétence, ancien gouvernement accusé d'avoir saboté l'école, considérations sur les caractéristiques de la langue française ou des Français en général, et pour finir, peut-être, un train de mesures qui renforceront encore le déprimant caporalisme de notre système éducatif.

Les causes de l'échec sont sans doute fort complexes et difficiles à cerner. Si l'on compare les systèmes éducatifs des différents pays, on ne peut pas dire que le nôtre soit plus mauvais ; il est même plutôt meilleur en ce qui concerne la formation des enseignants et l'organisation. Quant à la pédagogie, on ne peut pas dire que celle des Français se distingue beaucoup de celle des autres Européens, sauf sur un point : l'accent mis sur la faute. Il est reconnu que trop de correction culpabilise les élèves et les décourage de prendre la parole. Mais chez les Britanniques, qui souffrent moins de ce problème, la situation n'est pas meilleure.

Si donc si ce n'est ni le système, ni la pédagogie, je ne vois qu'un seul autre facteur : la représentation sociale des langues. Les deux pays les plus mauvais sont justement ceux qui se trouvaient naguère au centre de grands empires. Et quand on est au centre d'un empire, ce sont les autres qui apprennent votre langue, tandis que vous-même n'apprenez celles des autres que pour le plaisir ou pour telle ou telle carrière. Lorsque l'empire s'effondre, la langue impériale perd rapidement son influence. Il y a des cas particuliers, cependant, par exemple le latin, qui a survécu mille ans après la chute de l'empire romain grâce à l'Église, ou bien la France après la guerre, grâce à l'ambition planétaire du général de Gaulle, qui a su donner à notre pays une place tout à fait à part sur l'échiquier international.

Il y a toutefois une différence de taille entre la France et le Royaume-Uni. Alors que les Britanniques font partie intégrante de l'empire américain, où ils occupent la place du grand ancêtre, la France a perdu le sien corps et biens. Il ne subsiste que la Francophonie, essentiellement africaine en terme de population, et dont les élites françaises se fichent comme de l'an quarante. D'ailleurs, d'une manière générale, la classe politique dans notre pays n'est absolument pas consciente des problèmes. La politique linguistique des divers gouvernements de ces dernières décennies, de gauche comme de droite, ne brille ni par son intelligence et ni par sa sagesse. Et pour remplacer le rayonnement impérial, il faudrait une influence politique et culturelle d'une autre envergure que celle de ces vingt dernières années.

Autrement dit, les Britanniques peuvent se permettre de ne pas s'intéresser aux autres langues, même si c'est une erreur à la fois culturelle, politique et économique. Les Français ont dans l'ensemble toujours une attitude impériale, et pensent plus ou moins confusément que si les autres ne s'intéressent plus à nous, c'est qu'ils ont bien tort. Tous ceux qui enseignent les langues aux non-spécialistes connaissent l'incroyable manque d'intérêt des étudiants pour les langues, surtout pour l'anglais. Toutes les études montrent que les étudiants sont

majoritairement de niveau A2/B1 en première année, et aussi en dernière année : ils progressent peu lors de leurs études.

Est-ce la faute du système éducatif ? En partie, sans doute, mais on ne peut pas exonérer l'étudiant entièrement. Il aura été en contact avec un enseignant de langue deux à trois heures par semaine pendant au moins sept ans dans le secondaire, puis une heure par semaine en moyenne pendant cinq ans à l'université. S'il est mauvais en langue après douze années d'effort institutionnel, on ne peut pas entièrement blâmer le système. Cependant, il est clair que les universités pourraient faire beaucoup mieux<sup>1</sup>.

Mais quelles conclusions tirer de ce rapport en ce qui concerne l'enseignement des langues en France ? Quelle action entreprendre ?

Il faut certainement se poser la question de l'échec dans l'enseignement de l'anglais. Sans doute y a-t-il effectivement des choses à revoir au niveau de la didactique de cette langue. Mais une grosse erreur serait de mettre tous les moyens sur l'anglais, par exemple en décrétant que l'anglais ferait partie d'un socle minimal au même titre que le français ou le calcul. Cela ne ferait que renforcer le sentiment général des Français, et d'ailleurs aussi celui des étrangers, que seul compte l'anglais, que sans l'anglais plus rien ne va, et que l'apprentissage des autres langues ne serait qu'une perte de temps. Ce sentiment règne déjà parmi les élites, qui envoient leurs enfants dans des « Management schools » en France, dans des filières en anglais à l'étranger, et qui militent pour l'anglicisation des filières de master en France<sup>2</sup>.

J'ai argumenté dans divers articles<sup>3</sup> que cela signifierait la fin de l'universalité de notre langue. En effet, la recherche se fait déjà essentiellement en anglais ; si l'enseignement se fait dans cette langue aussi, il n'y aura plus de transmission de la terminologie, et en l'espace d'une génération les Français en seront réduits, comme les Scandinaves et les Hollandais, et bientôt les Allemands et les Italiens, à parler en anglais de leurs connaissances. Lorsqu'une langue n'est plus en mesure d'exprimer tout ce que pensent ses locuteurs natifs, elle se réduit rapidement à la sphère privée et finit par disparaître. C'est ce mécanisme bien connu qui a détruit les langues régionales, et qui détruit tous les jours des langues en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Le français résistera longtemps, mais la perte de son universalité sera le début de la fin.

Que faire, donc ? Il faudrait mettre en place une politique linguistique diversifiée et riche. Le fait que les résultats soient meilleurs en espagnol est peut-être un indice que c'est la domination de l'anglais qui est un problème. Peut-être y a-t-il un phénomène culturel de rejet de l'anglais, même s'il est aussi accompagné de fascination, comme en témoigne la domination des films, séries TV et musiques américaines. Si c'est le cas, le collège pourrait

---

<sup>1</sup> Le lecteur intéressé pourra se reporter à un article paru dans *Les Langues Modernes* n°1/12, intitulé « Évaluation des étudiants non-spécialistes en langues à l'aide du CECRL », dans lequel je décris un projet pour les langues à l'Université de Reims qui se met en place avec beaucoup d'efforts, et sans garantie de succès.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir sur ce site mon article intitulé « Une grande université italienne passe au 100% anglais. De la bêtise comme méthode de gouvernance » : <http://www.aplv-languesmodernes.org/spip.php?article4593>

<sup>3</sup> Voir par exemple sur ce site : « L'enseignement et la recherche doivent continuer de se faire en français dans les universités francophones » : <http://www.aplv-languesmodernes.org/spip.php?article4593>

proposer plusieurs langues en LV1 et en LV2, et pas seulement l'anglais et l'espagnol. Ce serait certainement un avantage économique et culturel considérable : il vaut mieux un plurilinguisme diversifié et bien réparti dans la population qu'un monolinguisme bas de gamme et stérile de l'anglais. Il y a là des questions cruciales sur lesquelles les chercheurs en didactique des langues, en science de l'éducation et en sociolinguistique feraient bien de se pencher de manière urgente.

Il faudrait en tous les cas, pour commencer, une prise de conscience nationale et européenne des enjeux linguistiques, ainsi qu'une véritable discussion démocratique au sein des institutions législatives et du système éducatif. À l'heure actuelle, des ministres de l'éducation, des directeurs de cabinet, des présidents d'universités, des directeurs de grandes écoles prennent des mesures en faveur de l'anglais qui peuvent avoir des conséquences très lourdes et dont ils sont entièrement inconscients. Il faudrait des **états généraux des langues**, où l'on commencerait par écouter ceux qui ont quelque chose à dire sur le sujet, et notamment les chercheurs en plurilinguisme, avant de prendre des décisions aussi éclairées que possible.

Le plurilinguisme doit être pris au sérieux au niveau national et européen. Le lecteur pensera sans doute que c'est déjà le cas avec les divers projets pour les langues en Europe (*Lingua*, *Leonardo*, etc.) et les travaux du Conseil de l'Europe (les niveaux-seuils, l'approche communicative, le CECRL, le *Portfolio*, etc.). Mais force est de constater que l'anglais a établi sa domination au cours de ces vingt dernières années, justement durant la période pendant laquelle tous ces projets européens se sont développés. L'action de l'Europe manque donc singulièrement d'efficacité. D'ailleurs, elle n'est pas non plus un modèle de démocratie, puisque toutes les décisions de politique linguistique, y compris les absences de décisions lorsqu'elles sont difficiles, sont prises par des comités d'experts, très compétents certes, et désireux d'agir pour le Bien, mais pas indépendants de leurs propres déterminismes culturels et sociaux. L'action de l'Europe pour les langues commence fort justement à être critiquée, par exemple par Bruno Maurer dans son livre intitulé « *Enseignement des langues et construction européenne. Le plurilinguisme, nouvelle idéologie dominante* », Éditions des archives contemporaines (2011)<sup>4</sup>.

Pour en revenir à notre étude, elle semble très bien faite et très sérieuse, et ses conclusions ne peuvent être balayées d'un revers de la main. Il ne faut pas non plus paniquer et se lancer sans réflexion dans un activisme aveugle en faveur de l'anglais. Non. Il faut réfléchir, décider d'une politique avantageuse pour le pays et pour l'Europe, l'expliquer et la mettre en œuvre. Cela ne sera pas facile, mais c'est la seule voie. L'alternative, c'est une course aveugle et inconsciente vers le mur du tout-anglais, sur lequel nous nous fracasserons.

---

<sup>4</sup> Voir mon compte-rendu de ce livre dans *Les Langues Modernes* n°1/2012.